

Fonds de la société civile pour l'éducation

Informations et résultats du programme, décembre 2014

Qu'est-ce que le Fonds de la société civile pour l'éducation ?

Le Fonds de la société civile pour l'éducation (CSEF) est un programme mondial unique et ambitieux qui favorise **l'engagement citoyen dans la politique, la planification, la budgétisation et le suivi du secteur éducatif**. Il repose sur une vision commune aux principales parties prenantes selon laquelle une participation à l'échelon local, forte et diversifiée, de la société civile dans ces processus est cruciale pour réaliser l'EPT et d'autres objectifs d'éducation nationaux et internationaux.

Le programme CSEF a été élaboré et est géré par la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) en étroite collaboration avec des partenaires régionaux de mise en œuvre : le Réseau africain de campagne pour l'Éducation pour tous (ANCEFA), la Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA), le Bureau Asie Pacifique-Sud pour l'éducation de base et l'éducation des adultes (ASPBAE), la Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE), ActionAid, l'Internationale de l'Éducation et Oxfam. Un groupe de partenaires internationaux composé de diverses ONG internationales, notamment ActionAid, Save the Children, VSO, Ibis, RESULTS, OSF, OSISA, Plan et Oxfam, fournit des conseils sur le

développement du programme et un soutien au renforcement des capacités à des coalitions et des régions spécifiques, selon les besoins.

Le programme, supervisé par l'UNESCO, est actuellement financé par une subvention pour deux ans de 14,5 millions de dollars du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE). Un financement complémentaire a également été fourni par le gouvernement australien, 'l'Initiative allemande BACKUP – l'éducation en Afrique', et par le soutien de l'AECID aux pays partenaires en Amérique latine non-membres du GPE, géré directement par CLADE.

Le CSEF finance actuellement des coalitions nationales de la société civile pour l'éducation dans 54 pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes, du Moyen-Orient et d'Europe de l'Est. Dans le cadre de ce programme, la CME et les partenaires régionaux offrent à ces coalitions un financement de base, une assistance technique et le renforcement des capacités ; en outre, ils favorisent de nouveaux partenariats, des possibilités de participation dans des processus politiques au niveau régional et mondial, et des activités transfrontalières de partage des connaissances.

Objectifs du CSEF : « Contribuer à la réalisation des objectifs éducatifs nationaux et de l'Éducation pour tous en soutenant la participation effective des organisations de la société civile et des citoyens aux débats sur l'éducation, à la planification et aux révisions du secteur. »

Objectif 1: La participation officielle de la société civile aux processus stratégiques et d'examen du secteur éducatif et le dialogue avec les décideurs politiques et les parlementaires se sont renforcés et sont davantage reconnus.

Objectif 2: Les coalitions nationales de l'éducation développent activement les capacités des populations à accéder et participer aux débats du secteur de l'éducation, par la sensibilisation, le renforcement des connaissances et des compétences et la création d'opportunités de participation.

Objectif 3: Les recherches et analyses de la société civile contribuent à mettre en place des plans, des politiques, des financements et des pratiques du gouvernement national qui permettront de réaliser le droit à une éducation de qualité pour tous et les six objectifs de l'EPT.

Objectif 4: Le projet CSEF renforce la qualité et l'impact de l'engagement de la société civile dans le secteur éducatif en promouvant les partenariats, en renforçant la collaboration Sud-Sud et le partage des connaissances, et en facilitant l'influence sur les processus politiques à l'échelon mondial.

Approche et principes du CSEF

- Un principe fondamental du CSEF est que la société civile a un rôle particulier et crucial à jouer pour **tenir les gouvernements et les donateurs responsables** de leurs engagements, et pour s'assurer **de la pertinence et de l'équité des plans, des programmes et des budgets du secteur de l'éducation**.
- C'est pour cette raison que le CSEF axe son soutien sur les **coalitions nationales de la société civile**. Ces coalitions doivent faire la preuve de leur **engagement vis-à-vis de l'EPT**, être **démocratiques**, et œuvrer au travers **d'une large base de membres extrêmement variée**.
- Les coalitions soutenues par le CSEF représentent un éventail de membres, notamment **des syndicats d'enseignants, des organisations de terrain, des groupes de femmes, des associations de parents, des groupes de jeunes**, etc. Le nombre de membres s'élève actuellement à **4 216 organisations**, ce qui représente une augmentation de près d'un tiers depuis le démarrage de cette phase du programme en 2013. Un certain nombre d'ONG travaillant dans le domaine de l'éducation sont membres de coalitions au niveau national.



- Les coalitions CSEF élaborent des **plans de plaidoyer nationaux et indépendants**, qui prennent en compte les contextes et les principes locaux.
- Le CSEF soutient **une coalition nationale de l'éducation dans chaque pays** et les encourage toutes sans relâche à **accroître le nombre de leurs membres** afin que les voix citoyennes soient largement et véritablement représentées. Les coalitions sont aussi vivement encouragées à se développer et à implanter des structures sous-nationales pour augmenter leur portée et leur influence.

Coalitions financées par le CSEF



Réalisations clés du CSEF en 2013-2014

Le modèle du CSEF est centré sur l'échelon national. En conséquence, les coalitions indépendantes et leurs membres au niveau national et local poursuivent des objectifs et des priorités correspondant à leur propre contexte national et utilisant des approches très diverses, mais qui se rapportent tous à quelques domaines essentiels reflétant les objectifs du programme dans son ensemble.

La plupart des coalitions nationales sont activement engagées dans les **Groupes locaux d'éducation** afin de contribuer au dialogue sur le développement des politiques et d'influencer le plan sectoriel de l'éducation. Actuellement, le CSEF soutient 35 coalitions engagées avec le GLE de leur pays ; un tiers d'entre elles sont membres permanents du GLE aux termes d'un accord officiel écrit, et les autres s'impliquent de façon informelle ou ponctuelle en demandant invariablement le statut de membre à part entière. La grande majorité des coalitions qui ne sont pas impliquées dans le GLE essaient de le faire, mais certaines ont rencontré des résistances dans leurs tentatives de rejoindre le GLE ou un groupe

similaire. RNCEPT Cap Vert et RCEPT Guinée Bissau viennent d'entrer dans le GLE de leur pays tout récemment.

Au-delà du GLE, l'engagement politique consiste aussi à participer aux **réunions d'examen et de bilan de la politique du secteur éducatif**, y compris en s'engageant activement dans les groupes de travail techniques, les commissions gouvernementales, les comités parlementaires et les rencontres de la société civile. Mi-2014, les 48 coalitions financées par le CSEF participaient au total à 224 groupes de ce type, le plus souvent en partageant les responsabilités entre les différentes organisations de la société civile membres de la coalition.

Ces forums offrent souvent une opportunité de présenter les **recherches** et les **analyses** de la société civile ainsi que des **recommandations fondées sur des données probantes** : Au Kenya par exemple, Elimu Yetu a présenté devant un groupe de travail mis en place par le gouvernement des propositions visant à réduire les frais de scolarité illégaux. Et la demande

de financement de l'éducation inclusive soumise par AFE Mongolie au comité parlementaire permanent chargé du budget a été intégrée à une proposition de résolution parlementaire.

Le CSEF insiste aussi sur la nécessité pour les coalitions qu'il soutient d'englober **un nombre élevé et une large diversité d'organisations de la société civile** dans leur pays, afin de constituer une plateforme commune incluant des ONG nationales, des OSC locales ou des organisations communautaires, des organisations d'enseignants, des associations de parents, des groupes de jeunesse et d'autres groupes de la société civile. Les coalitions soutenues par le CSEF ont en moyenne 45 OSC membres. Les différents membres des coalitions adoptent des approches diverses de la consultation et de la participation ; trois quarts d'entre eux, par exemple, organisent des groupes de travail thématiques spécifiques pour débattre et déterminer les positions de la coalition sur certaines questions. **La représentation et la participation des parties prenantes** seront au centre des initiatives de partage des connaissances entre les coalitions à partir de 2015.

Afin d'attirer davantage d'**attention nationale sur l'éducation**, les coalitions s'efforcent activement de mobiliser les citoyens pour les **sensibiliser** et encourager le **débat public sur l'éducation** – à l'échelon national et sur le terrain. Cela se traduit par un large éventail d'activités telles que des campagnes de mobilisation de masse, des ateliers de formation, des événements et des discussions avec le public, et la participation des médias. La plupart des coalitions organisent des **événements publics** sous forme

d'initiatives locales de sensibilisation de l'opinion publique, de débats et de discussions au sein de la communauté ou de rencontres avec les décisionnaires.

La participation des médias est concentrée en priorité sur la télévision et la radio, y compris les stations de radio communautaires. CAMPE Bangladesh, par exemple, anime une émission populaire traitant de questions d'éducation qui est diffusée par des stations de radio communautaires. D'autres coalitions – comme par exemple PEAN Papouasie-Nouvelle-Guinée – diffusent des émissions ligne ouverte pour encourager les citoyens à discuter des politiques et des plans gouvernementaux ainsi que de l'offre éducative proposée.

Les coalitions font également état d'une hausse marquée de l'utilisation d'**Internet et des réseaux sociaux** : sites web, journaux électroniques, YouTube, Twitter et Facebook. Cela indique peut-être une évolution des usages dans les pays des coalitions en général et/ou une connaissance et une familiarité accrues avec ces types de plateformes.

Jusqu'à présent, les coalitions ont mis en place 112 initiatives de **recherche, suivi ou surveillance** durant cette phase du programme avec l'appui du CSEF. Les recherches menées à ce jour incluent une enquête examinant la nature et les causes de l'exclusion de l'éducation dans les régions rurales du Bénin, une évaluation des résultats de la formation des enseignants au Togo, le suivi et l'évaluation des subventions au niveau des écoles au Vanuatu et une activité de suivi et d'analyse budgétaire en République Dominicaine.



Certaines coalitions se rapprochent d'**universitaires** ou acceptent des **instituts de recherche** parmi leurs membres, en vue d'utiliser les recherches de ces membres ou alliés dans leur engagement politique. Plusieurs coalitions, notamment en Afrique, comptent parmi leurs membres ou entretiennent des liens avec des organisations effectuant des évaluations des résultats de l'apprentissage auprès des ménages. Elimu Yetu Kenya, par exemple, a mené un plaidoyer en s'appuyant sur des recherches produites par l'un de ses membres, la coalition Uwezo.

Les coalitions soutenues par le CSEF ont utilisé ces recherches pour leurs **contributions lors de forums politiques**, en les présentant directement aux ministères et/ou pour documenter des examens périodiques ou des évaluations de l'EPT. Les recherches et consultations nationales soutenues par le CSEF alimentent les **processus politiques régionaux et mondiaux**, notamment les consultations régionales sur l'EPT, les débats autour de la

reconstitution des ressources du GPE et les discussions mondiales sur les cadres de l'éducation pour l'après-2015.

Des partenaires régionaux et internationaux organisent des **événements de partage des connaissances** soutenus par le CSEF – portant sur la planification et la gestion de programme, les compétences requises par l'engagement politique et d'autres thèmes spécifiques en lien avec l'éducation. Ces partenaires produisent aussi diverses **publications** pour accompagner le travail au plan national, dont – entre autres – des ressources sur la reconstitution des ressources du GPE et des outils pour le plaidoyer, des documents sur les meilleures pratiques, un guide de la participation contenant des processus de planification du secteur de l'éducation nationale ainsi que des ressources sur différents sujets tels que l'éducation inclusive ou l'instruction en langue maternelle.

En bref : Bonnes pratiques du CSEF

Participation à la planification et au développement des politiques : Au **Ghana**, la coalition (GNECC) a facilité un examen annuel du secteur éducatif par la société civile, en incitant ses membres à apporter leurs contributions pour développer des positions politiques et des revendications. En 2012, la coalition a été à l'origine de l'élaboration d'une politique complète sur l'éducation des filles, avec des dispositions spéciales pour la rescolarisation des filles ayant abandonné leurs études en raison d'une grossesse précoce.

Influence sur la législation : Des analyses produites par la coalition de **Vanuatu** (VEPAC) et recommandant la gratuité de l'éducation jusqu'à 10 ans et la reconnaissance des enseignants de maternelle ont été publiées au moment des élections nationales. Les recommandations ont été adoptées par l'un des partis politiques formant la coalition gouvernementale.

Recherche et collecte de preuves : Analysis carried out by the coalition in **Vanuatu** (VEPAC) recommending free education up to Year 10 and recognition for kindergarten teachers was delivered during national elections. Recommendations were adopted as policy by one of the political parties forming the coalition government.

Travail sur le budget : Au **Malawi**, la coalition (CSEC) a mené une activité de suivi budgétaire en 2013 qui a révélé des incohérences dans les services fournis à l'échelon du district, et la coalition a exigé des pouvoirs publics qu'ils y remédient.

Responsabilité sociale : La coalition du **Nicaragua** (FEDH-IPN) a exercé des pressions sur les autorités locales afin qu'elles résorbent les insuffisances du service éducatif, par exemple le manque de réparations dans les écoles et les salles de classe, en organisant des tables rondes citoyennes au plan municipal.

Sensibilisation et débat public : La coalition du **Yémen** (YCEA) a mobilisé les dirigeants tribaux pour mener des actions de sensibilisation à l'éducation des filles dans les communautés, particulièrement auprès des parents qui n'envoient pas leurs filles à l'école (souvent en raison de mariages précoces).

Partenariat avec les médias : En soutenant le journalisme d'investigation, CAMPE **Bangladesh** a mis en évidence les doléances concernant l'éducation, comme la négligence dans la provision d'enseignants et de matériels pédagogiques, en invitant le gouvernement à agir rapidement.

Participation de la société civile à la reconstitution des ressources du GPE

La reconstitution des ressources du GPE en 2014 a offert une excellente occasion d'influencer le financement de l'éducation, avec en point culminant la conférence d'annonce des contributions au mois de juin. Les coalitions du CSEF ont reçu l'appui de la CME, l'ACEA, l'ANCEFA, ASPBAE et CLADE pour exhorter leurs gouvernements nationaux à augmenter les ressources intérieures consacrées à l'éducation. EFA Sierra Leone a présenté une demande écrite lors du Forum des partenaires au développement de l'éducation, en demandant au gouvernement de fournir davantage de ressources et de participer activement à la reconstitution des ressources ; CONEPT RDC a diffusé des annonces à la radio au sujet de la campagne de reconstitution des ressources ; ZANEC Zambie a exposé ses exigences lors d'une réunion au ministère de l'Éducation et CN/EPT Burkina Faso a rencontré la ministre de l'Éducation qui a réaffirmé son soutien à la campagne de reconstitution des ressources. Plusieurs coalitions ont également assisté à la conférence de reconstitution des ressources et des représentants de CSEC Malawi, ZANEC Zambie et Elimu Yetu Kenya ont participé à des tables rondes afin de faire entendre les voix de la société civile dans les discussions internationales. Les gouvernements des pays en développement se sont engagés à consacrer à l'éducation des fonds nationaux à hauteur de 26 milliards USD, très loin au-dessus du montant visé de 16 milliards USD. C'est la preuve du rôle crucial que peut jouer la société civile pour faciliter le dialogue des citoyens avec les pouvoirs publics et exiger des comptes aux responsables à propos de l'offre éducative dans leur pays.

Axe de stratégie: Les coalitions du CSEF développent leurs propres priorités et stratégies conformes aux contextes nationaux, en veillant à ce qu'elles s'inscrivent dans un ou plusieurs des objectifs du programme. Les activités menées dans le cadre du programme sont variées et concernent différents domaines stratégiques. Si la plupart des coalitions œuvrent dans plusieurs domaines stratégiques, les thèmes centraux du GPE se reflètent de toute évidence dans leurs activités.

Qualité et apprentissage

- **CN/EPT/BF Burkina Faso** a soumis une proposition d'amélioration des procédures de recrutement afin d'embaucher des enseignants plus qualifiés en remplaçant des tests inefficaces par des méthodes plus appropriées, et afin de mettre fin au recrutement d'éducateurs volontaires. Le gouvernement a pris des mesures en ce sens, et la coalition suit de près l'évolution de la situation.
- **CBOEPT Bénin** a soumis des propositions de réforme des procédures de recrutement des enseignants lors d'une table ronde sur l'éducation. Depuis, de nouvelles réglementations sont entrées en vigueur, exigeant des enseignants de primaire au moins un diplôme professionnel.
- **D'autres coalitions mènent des activités CSEF autour de la qualité comprennent :** Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Éthiopie, Gambie, Kenya, Lesotho, Malawi, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Togo, Zambie, Zimbabwe, Cambodge, Inde, Mongolie, PNG, Iles Salomon, Timor oriental, République Dominicaine, Albanie, Géorgie.

Financement de l'éducation

- **ZANEC Zambie** s'est appuyé sur des travaux de recherche pour plaider en faveur d'une hausse des dépenses publiques consacrées à l'éducation comme outil d'amélioration de l'accès et de la qualité dans l'éducation. Suite à cela, le budget national de 2014 a enregistré un pic sans précédent, avec 20,2 % consacrés à l'éducation.
- **EFA-SL en Sierra Leone**, après une longue série de campagnes et de plaidoyers, a contribué à la décision gouvernementale d'augmenter le budget de l'éducation de presque 100 %, de 11,3 % en 2011 à 20 % en 2012.
- **D'autres coalitions mènent des activités CSEF autour du financement comprennent** : Bangladesh, Bolivie, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Kenya, Lesotho, Moldavie, Mongolie, Népal, Niger, Pakistan, RDC, République Dominicaine, Sierra Leone, Soudan, Yémen, Zimbabwe.

Éducation des filles

- **CBDE Bolivie** a présenté des contributions politiques pour une nouvelle loi sur l'égalité des sexes dans les programmes scolaires, et a exigé des données plus précises sur la situation des femmes. La coalition surveille de près l'évolution de cette loi.
- **EFASOM Somalie** a mis en avant les disparités entre les expériences des filles et des garçons à l'école devant des responsables publics à l'occasion d'un atelier national, et a appelé le gouvernement à agir de toute urgence pour garantir l'égalité entre les sexes dans le milieu scolaire.
- **D'autres coalitions mènent des activités CSEF autour de l'éducation des filles comprennent** : Burundi, Éthiopie, Ghana, Malawi, Nigeria, RDC, Sénégal, Iles Salomon, Soudan, Yémen.

Accès et inclusion

- **EYC Kenya** a présenté une demande écrite portant sur le coût de l'enseignement secondaire au groupe de travail mis en place par le gouvernement pour examiner les frais de scolarité, en demandant des fonds supplémentaires à l'État ainsi qu'une réglementation pour lutter contre la hausse des frais de scolarité illégaux. Sa proposition a été acceptée et intégrée dans le rapport préliminaire du groupe de travail.
- **ACCE Albanie** a participé à un groupe de travail sur les conditions de vie de la minorité ethno-linguistique rom, et présenté une série de recommandations pour améliorer la législation actuelle et intégrer les enfants roms dans le système scolaire, depuis la maternelle jusqu'à l'enseignement supérieur. Ces propositions sont à l'étude.
- **D'autres coalitions mènent des activités CSEF autour de l'accès et l'inclusion comprennent** : Bangladesh, Bénin, Bolivie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Djibouti, République Dominicaine, Éthiopie, Gambie, Guinée-Bissau, Inde, Indonésie, Lesotho, Mauritanie, Moldavie, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, RDC, Sénégal, Somalie, Iles Salomon, Soudan, Sri Lanka, Tanzanie, Timor Leste, Togo, Vanuatu, Vietnam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Gouvernance de l'éducation

- **NEP Cambodge** a présenté à point nommé des demandes de financement pour les écoles, auxquelles les pouvoirs publics ont répondu en indiquant que les fonds parviendraient aux établissements scolaires avant la rentrée. La coalition s'assurera que ces engagements sont tenus.
- **CNT/EPT Togo** a appelé le gouvernement à agir rapidement pour rouvrir les classes après un violent mouvement de grève au début de l'année scolaire 2013-2014. La pétition de la coalition a été présentée

devant l'Assemblée nationale, qui a appelé le ministre de l'Éducation à s'expliquer lors d'une séance de questions. Suite à cela, les pouvoirs publics et les syndicats se sont engagés à rouvrir les écoles.

- **D'autres coalitions mènent des activités CSEF autour de la gouvernance comprennent** : Bangladesh, Bénin, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée-Bissau, Honduras, Indonésie, Kenya, Lesotho, Mauritanie, Moldavie, Mongolie, Nicaragua, RDC, Sri Lanka, Sénégal, Vanuatu, Yémen, Zimbabwe.

Surmonter les défis et aller plus loin

- Le CSEF est un programme complexe et unique par son ambition. Il concerne 59 coalitions et réseaux indépendants qui mettent en œuvre des plans déterminés par le contexte à l'échelon national, régional et international. Trois ONG internationales supervisent le décaissement des subventions et la gestion financière dans les différentes régions, et neuf autres ONG internationales apportent des conseils, une assistance technique et des liens avec leurs propres programmes dans le cadre du groupe de partenaires internationaux du CSEF. Dans ce contexte, les exigences en termes de **gestion, coordination, suivi et évaluation** sont considérables. Consciente de la nécessité d'étendre son action dans ce domaine, la CME a augmenté ses capacités de suivi et d'évaluation fin 2014. Nous mettons aussi en place des capacités supplémentaires à l'échelon mondial pour assurer la coordination et l'administration en Afrique, où sont implantées la moitié des coalitions soutenues par le CSEF. Ceci se fait en partenariat avec l'ANCEFA et Oxfam (nos partenaires de mise en œuvre à l'échelon régional en Afrique).
- Il est tout aussi indispensable que nous nous concentrions davantage sur **la documentation et le partage des connaissances** ; la grande variété et l'étendue des modèles nationaux appliqués et des activités menées au titre du programme CSEF se traduisent par une diversité d'expérimentations dans le travail accompli. Capturer tout cela, apprendre ce qui fonctionne et pourquoi, et partager les enseignements reste un défi significatif. L'une de ces leçons nous a appris que des capacités plus spécialisées et un partage plus systématique des ressources constituent une nécessité. Cet aspect sera mis en avant en 2015 et dans les années suivantes, et la CME vient récemment de recruter du personnel à cet effet.
- Les coalitions soutenues par le CSEF œuvrent dans des contextes variés et uniques, et il est indispensable de fournir **un appui plus solide et plus personnalisé aux coalitions travaillant dans des conditions difficiles** : conflit, catastrophe (climatique, naturelle, etc.) ou répression politique. En 2013-2014, une part considérable de l'aide fournie au niveau national a déjà été consacrée à l'Afghanistan, à Haïti, au Lesotho et au Myanmar. La relance des initiatives soutenues par le CSEF au Liberia, qui avaient été interrompues au cours d'une phase précédente du programme, s'est avérée difficile à accomplir. Au cours des derniers mois, l'action en Sierra Leone a été modifiée en raison de la crise d'Ebola. Les projets de réunions communautaires prévues par la coalition dans le pays ont été perturbés et d'autres approches ont pris le relais, notamment avec une utilisation accrue de la radio. C'est un défi permanent, qui devra être pris en compte dans les plans 2015 et dans la préparation de la future phase 2016-2018. Nous tenterons notamment de nous appuyer sur les membres du groupe de partenaires internationaux pour promouvoir l'apprentissage et des communautés de pratiques dans le travail effectué dans différents contextes de crise.
- Créer une coalition et la faire vivre n'est pas l'affaire d'un jour, mais exige une attention et des efforts soutenus. Dans le cadre du CSEF en particulier, il est extrêmement important de **s'assurer que les coalitions soutenues par le CSEF sont véritablement larges, légitimes et représentatives** et qu'elles touchent les groupes appropriés et les communautés affectées. La CME et ses partenaires régionaux ont commencé à se focaliser davantage sur cette question, y compris en intensifiant le suivi afin de mieux comprendre la composition, la nature et la façon de travailler des coalitions, et en partageant les meilleures pratiques en matière de construction d'une coalition et de participation des membres. L'accent est mis notamment sur la participation des jeunes non scolarisés et des parents dans les activités et les coalitions soutenues par le CSEF, en s'inspirant des meilleurs exemples déjà mis en œuvre dans le programme